

Hooligans russes : « Du nationalisme modéré au néonazisme »

Sébastien Louis, 39 ans,
Historien spécialiste
du supportérisme radical
en Europe.

SAMEDI, une horde de Russes fond sur le centre-ville de Marseille. Mobiles, entraînés, ils attaquent les très nombreux supporters anglais attablés aux terrasses du Vieux-Port. La situation dégénère dans des affrontements massifs qui ont fait plusieurs dizaines de blessés, dont un supporter entre la vie et la mort. Les images traumatisent la France, qui redoutait la menace terroriste mais ne soupçonnait pas qu'un tel déchaînement de violence soit possible en plein centre-ville. Sébastien Louis, qui a notamment contribué au livre « Soutenir l'équipe nationale de football », présente les hooligans russes, qui ont rempli leur objectif principal : marquer les esprits.

« Des athlètes proches de l'imagerie de "Fight Club" »

« Les forces de police ont fait qu'il est devenu impossible de se battre aux abords ou dans les stades tout au long de l'année. Le hooliganisme s'est professionnalisé. Les hooligans se retrouvent dans les bois pour des bagarres à 15 contre 15. Sur les tournois internationaux, c'est un peu différent. Il y a tellement de flux que la police ne



Marseille (Bouches-du-Rhône), le 11 juin. Peu avant le match Russie-Angleterre, des hooligans russes envahissent le Vieux-Port pour en découdre avec leurs rivaux britanniques et asseoir leur « supériorité ». (Reuters/Jean-Paul Pelissier.)

peut pas contrôler tout le monde.

Les hooligans russes sont passés à l'attaque contre des Anglais qui n'étaient pas des hooligans, mais qui restent, à tort, des références en la matière. C'est une manière de

s'inscrire dans l'histoire du hooliganisme, de montrer qu'ils sont parmi les meilleurs en Europe, ce que personne ne dément. Les firms du Lokomotiv Moscou, du Spartak ou du Dynamo se combattent pen-

dant l'année, mais se sont alliés à l'occasion de l'Euro. On le voit à leur carrure, ce sont des athlètes proches de l'imagerie de *Fight Club* ou de *Gladiator*.

Ils s'entraînent, pratiquent pour



la plupart la boxe ou les arts martiaux, repèrent les lieux et ne boivent pas d'alcool, du moins pour les 150 meneurs qui ont agi à Marseille. Il y a certains codes dans ce milieu. Le but n'est pas de faire des morts. D'ailleurs, ils n'ont pas d'arme, même si certains ont utilisé des chaises ou des barres de fer quand les Anglais se sont défendus avec du mobilier urbain.

Il y a des ressorts politiques. La plupart des hooligans et ultras d'Europe de l'Est sont sur des positions qui vont du nationalisme modéré au néonazisme. Ils ne sont pas vraiment militants, mais plutôt attachés aux symboles. Il suffit de regarder les drapeaux de l'empire russe qu'ils brandissent.

En Russie, à la Coupe du monde 2018, les choses seront peut-être différentes. Il y aura trop d'enjeu pour que le pouvoir russe puisse laisser gâcher la fête. »

YVES LEROY

« Nous vivons dans un environnement de crise »

Mathilde Lemoine,
Chef économique à la banque
Edmond de Rothschild.

POUR MATHILDE LEMOINE, l'anxiété des Français et les tensions sociales sont « légitimes ». D'une part, avec une croissance en berne, les parts de richesses redistribuées sont plus petites, et rien n'est fait pour préparer les salariés aux mutations économiques.

« Depuis des années, nous vivons dans un environnement de crise avec un PIB (NDLR : le produit intérieur brut, autrement dit la richesse produite par l'ensemble des acteurs économiques) par habitant qui recule. Comme la démographie est, elle, plutôt à la hausse, les parts de richesse à se partager sont plus petites, explique l'économiste. D'autant plus que ceux qui en bénéficient déjà sont les plus organisés et les mieux armés pour les garder. » Non seulement l'ascenseur social est bloqué, mais en plus les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres.

Or, Mathilde Lemoine estime que « les gouvernants n'apportent pas de réponse aux mutations économiques » comme l'« uberisation » (le développement des services via Internet). « Je préfère parler de tertiarisation de l'économie qui est inéluctable. Les services vont continuer de croître parce qu'il y a une demande. Si le prix des taxis baisse,



davantage de personnes utiliseront ce moyen de transport. De même que l'arrivée des robots dans les maisons de retraite va créer de nouveaux métiers, poursuit l'économiste. Mais que fait-on vraiment aujourd'hui pour préparer les salariés à ces changements, d'autant plus si des emplois qualifiés sont remplacés par des jobs précaires et sans formation ? Il faut leur permettre de s'adapter à ces changements », insiste Mathilde Lemoine, pointant le retard de la France dans

« Que fait-on aujourd'hui pour préparer les salariés aux changements ? »

ce domaine par rapport aux pays du nord de l'Europe. Autre faiblesse soulignée par l'économiste, l'insuffisance de formations dans certains secteurs d'activité : « Par exemple, on manque d'ingénieurs. Le taux de chômage dans cette profession est de 4 % »

BRUNO MAZURIER

« Le piège de Daech entraîne une surenchère pénale »

Denis Salas, 62 ans,
Magistrat et essayiste.

Ce juriste est notamment l'auteur de « Erreurs judiciaires » (Daloz, 2015). **Hooligans et casseurs dans les manifs, policiers assassinés... Est-ce l'anarchie ?** **DENIS SALAS.** S'il s'agissait d'« anarchie », il suffirait de rétablir « l'ordre ». Non, la crise que nous traversons est plus profonde. Elle tient notamment à l'inadéquation grave entre l'action politique actuelle et l'état anxigène du pays — ce qu'illustre la loi Travail. Elle est liée à une peur sociale.

L'irruption de « loups solitaires » capables d'une violence extrême crée une panique morale. Leurs actes sont conçus pour cela : sidérer les gens et obliger les gouvernements à surréagir. Le terrorisme de Daech impose une stratégie du chaos. Et l'on y répond par une fuite en avant de mesures portées par l'émotion collective : lois pénales, prolongation de l'état d'urgence, interdictions de manifester... Jusqu'où va-t-on aller ? **La société n'est-elle pas moins sûre ?** Non, la réalité sociologique et statistique atteste, à long terme, d'un déclin de la violence. Mais la peur nous assaille. Notre société démocratique est plus pacifique que par le passé, mais les éclats du terrorisme entraînent une surenchère pénale sans fin. Une réponse policière qui nous éloigne de l'état de droit. Le juge, garant des libertés, en est absent. Cela me fait penser au

« Notre société est plus pacifique que par le passé »

climat de la guerre d'Algérie. Et cet écho à l'histoire m'inquiète. **Pourquoi ce parallèle ?**

A l'époque, chacun avait ses martyrs — comme Daech ou l'Etat aujourd'hui. Comme à l'époque, la surenchère victimaire crée un surcroît de répression et de violence ; un engrenage néfaste aux libertés publiques. On voit, par exemple, réapparaître l'internement administratif des suspects, alors en vigueur : c'est ce que la droite et l'extrême droite proposent avec la création de centres de

rétribution pour les personnes les plus radicalisées. Interner sur une supposée dangerosité revient à punir l'intention : on pourra enfermer des gens sur ce

qu'ils ont voulu ou supposé voulu faire. **Sécurité et libertés : où penche le curseur ?** Du côté sécurité, incontestablement. Les magistrats sont écartés du contrôle de l'état d'urgence, les lois en préparation pour en prendre le relais fin juillet renforceront les pouvoirs de la police et du parquet. Cette volonté répressive accrue rompt l'équilibre démocratique.

Comment en sortir ?

Le piège de Daech fonctionne comme un étouffement sur notre société. Il faut le desserrer, essayer de dominer l'anxiété et non l'accroître par des réactions immédiates et mimétiques. Faire un pas de côté. Chacun peut y contribuer.

Propos recueillis par PASCALE ÉGRÉ

